

0 0 0 1 4 8

Décision n°2013 -...../ARCEP/SG/DGSN  
portant attribution à **CANAL+ BURKINA** de ressources en  
numérotation.

**LE PRESIDENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS  
ELECTRONIQUES ET DES POSTES (ARCEP)**

- 
- Vu la Constitution ;
  - Vu le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
  - Vu le décret n°2013-002//PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
  - Vu le décret n°2012-588/PRES/PM du 12 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement ;
  - Vu la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
  - Vu le décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ensemble ses modificatifs ;
  - Vu le décret n°2009-614/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination des membres du Conseil de régulation ;
  - Vu le décret n°2012-649/PRES/PM/MTPEN/MEF du 24 juillet 2012 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ;
  - Vu le décret n°2009-615/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination du Président du Conseil de régulation ;
  - Vu l'arrêté n°2011-000001/ARCEP/CR du 16 juin 2011 portant organisation et fonctionnement des organes et services de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ;
  - Vu l'arrêté n°2011-000002/ARCE/CR du 28 novembre 2011 portant adoption du statut du personnel de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;
  - Vu l'arrêté n°2009-0004/ARCE/CR du 15 septembre 2009 portant règlement intérieur du personnel de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;
  - Vu la décision n°2011-000027/ARCE/CR du 22 juillet 2011 portant manuel de procédures administratives, financières et comptables de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;
  - Vu le récépissé n°2013-00006/ARCEP/PSG/DRMFM du 22 juin 2013 de dépôt de dossier de déclaration de service à valeur ajoutée;
  - Vu la demande d'un (01) numéro court de **CANAL+ BURKINA** en date du 14/05/2013 ;

# D E C I D E

- Article 1 :** Le numéro **33.30** est attribué à **CANAL+ BURKINA**, 01 BP 4908 Ouagadougou 01 ; Tél. : **76 76 76 83** et destiné à la mise en place d'un système de communication par sms à leurs clients, pour compter de ce jour et pendant la durée du récépissé ci-dessus visé.
- Article 2 :** En application des dispositions de l'article 95 de la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008, le numéro attribué à l'article 1 ci-dessus ne peut devenir la propriété de **CANAL+ BURKINA** et ne peut faire l'objet de transfert qu'après accord de l'ARCEP.
- Article 3 :** **CANAL+ BURKINA** adresse à l'ARCEP, à la fin de chaque année, un rapport sur l'utilisation effective du numéro attribué.
- Article 4 :** Le Directeur de la Gestion du Spectre et de la Numérotation est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et publiée au Journal Officiel du Burkina Faso.

Ouagadougou, le **20 JUN 2013**

AMPLIATIONS :

- ONATEL S.A
- AIRTEL BURKINA FASO S.A
- TELECEL FASO S.A
- J.O
- Chrono

Le Président,



**Mathurin BAKO**

*Officier de l'Ordre National*